

Jeudi 14 février 2019 à Vallet

## GRAND DEBAT NATIONAL : La fiscalité et les dépenses publiques

Communes de Vallet, le Pallet, Mouzillon, La Chapelle-Heulin, La Remaudière et La Regrippière



**Sylvain ...** : Bonsoir. Je ne vais pas parler de fiscalité et dépenses publiques. Juste sur les modalités. J'ai compris qu'on pouvait recevoir tout ce qui va être dit ce soir si on s'inscrit. Ce que l'on va recevoir, c'est l'intégralité ou un résumé ?

**Réponse** : On part sur le principe de l'intégralité Je pense qu'il faut qu'on ait la clarté de notre discours. Chaque personne qui s'engage et qui s'exprime puisse effectivement avoir la phrase qu'il a dit très clairement sur papier.

**Sylvain ...** : D'accord. C'est clair. Merci.

La 1<sup>ère</sup> question :

**Jean-Pierre ..., citoyen de Vallet, retraité** : Pour moi cette réalité-là, elle est à resituer dans la réalité sociale et politique actuelle. On est les champions du monde de foot, on est aussi les champions du monde de la redistribution et par conséquence immédiate, les champions du prélèvement et des dépenses publiques. 48%, c'est un chiffre que j'ai entendu ce matin dans la bouche du président du Medef. Faut-il s'en réjouir ? On peut en débattre. Mais ce qui est certain c'est que cette redistribution, aujourd'hui, permet l'accès aux soins, à l'enseignement, à la justice, etc. et elle sert d'amortisseur donc il vaut mieux être pauvre en France plutôt qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni ou même en Allemagne. Alors après on trouvera toujours des profiteurs du système parce qu'ils profitent du chômage, parce qu'ils profitent d'arrêts de travail de complaisance. Est-ce qu'il faut pour autant remettre en cause tout ? Alors, ce qu'on peut constater, c'est qu'il y a des inégalités criantes et qui se creusent au niveau de l'échelle des revenus, qu'il y a des travailleurs pauvres, des retraités qui n'arrivent pas à vivre modiquement. Voilà le paysage. Alors la fiscalité peut corriger les inégalités et faire contribuer davantage les riches. Alors, moi je serais partisan que l'on mette des limites à l'échelle des salaires pour imposer une vraie transparence pour un peu tous et que, moi j'irais loin, on peut rêver, toute entreprise qui a des salariés, fasse un bilan annuel et qu'elle donne un peu l'état des salaires dans l'entreprise et y compris le salaire que se préserve le patron. Etant donné que c'est un peu tabou en France, je pense que ça peut faire rigoler mais tant pis.

Un 2<sup>e</sup> aspect : Une des grandes questions : Où vont nos impôts ? Alors, pour moi, il faut introduire de la lisibilité pour répondre à cette question. Et je crois qu'informer pour éduquer, il serait bien quand on a à faire notre déclaration fiscale, qu'on reçoive en même temps, quelques chiffres, quelques coûts. Des exemples : le coût d'un demandeur d'emploi moyen, le coût d'un jour d'hospitalisation, le coût d'un élève du primaire, le coût d'un élève du collège, d'un lycéen, d'un étudiant, le coût de réfection d'un kilomètre de route, pour que les gens se rendent compte que leurs impôts vont dans des services qui nous concernent tous.

Il paraîtrait intéressant pour moi de mettre en œuvre la traçabilité pour s'assurer que les impôts et taxes vont bien à la destination prévue parce qu'il semble que sur ce plan-là, il y est quelques flottements.

La réforme fiscale : je pense qu'on n'arrivera pas à mettre à plat totalement le système, c'est un peu irréaliste. Par contre, on peut peut-être vérifier les dispositions fiscales telles qu'elles sont aujourd'hui, quelles sont celles qui corrigent les inégalités et celles qui les accentuent. On doit pouvoir le faire. Et puis, par exemple, on sait pertinemment que si on relève le taux de TVA sur les produits courants en particulier, on va davantage pénaliser encore les pauvres.

Et puis, les fameuses niches fiscales, sans doute qu'il y a à trier là-dedans, parce qu'elles ne sont pas forcément toutes à rejeter. Je vais prendre un exemple qui est celui de l'assurance vie, qui est une des formes de placements les plus populaires et offrent des avantages au niveau de la succession, elle n'est pas à enlever celle-là mais il y en a d'autres qui seraient à envisager.

Je termine sur cet aspect fiscalité : des mesures qui me paraîtraient peut-être possibles, c'est de remettre de la progressivité avec une tranche supplémentaire au niveau des revenus pour le 1% de français les plus fortunés. J'ai retrouvé un chiffre, l'impôt sur le revenu en France, c'est 3,3 % du PIB, au Royaume Uni c'est 9 et en Allemagne, c'est + de 10 donc on a peut-être des marges possibles. Peut-être maintenir la taxe d'habitation pour les 20% de français les plus aisés. Est-ce que le conseil constitutionnel acceptera ? Je ne sais pas. Et puis lutter contre l'évasion fiscale, il y a des moyens qui ont été pris, on n'a pas épuisé les moyens qu'on utiliserait en coordination avec les pays de l'union européenne.

*Merci Jean-Pierre.*

*La 1<sup>ère</sup> question est partie, maintenant la 2<sup>e</sup> c'est plus facile. Qui veut prendre la parole ? Allez-y.*

**Je m'appelle Dominique ..., je suis retraité :**

Alors, ma proposition vise à imaginer une réponse à la question du pouvoir d'achat. Si on est d'accord sur le fait que des personnes qui travaillent à temps plein, au smic, ne peuvent pas vivre décemment, certains ne pouvant même pas se loger et que c'est inadmissible, si on est d'accord sur le fait qu'une augmentation importante brutale du smic détruit des emplois et créé du chômage et que ce n'est pas la bonne idée, alors, pour moi, il n'y a pas d'autre solution que celle d'imaginer une allocation. Une allocation solidaire imposable destinée à améliorer le pouvoir d'achat des uns et financée par les autres. Chacun en bénéficiant ou en la finançant selon ses moyens. Sans entrer dans les détails, cela veut dire une allocation, quel montant ? imaginons 400 euros. 400 euros, quelqu'un travaille au smic, 1 250, ça

veut dire qu'il a un revenu imposable de 1650 et après impôts, il garde ses 1650, résultat : il bénéficie de l'allocation à taux plein soit 400. Quelqu'un qui gagne, mettons, 4000 €, a lui aussi l'allocation de 400 mais il est imposé y compris sur les 400 et lui, non seulement au bout du compte, il ne bénéficie pas des 400 mais il finance 400. Quelqu'un qui gagne plus, finance plus que 400.

Qui y aurait droit ? Pour simplifier, je dirais, tout citoyen français, toute sa vie, dès lors que son revenu serait inférieur à un certain seuil, à déterminer. Le revenu pris en compte serait le revenu imposable donc tous les revenus. Quelqu'un qui gagne le smic, et qui a d'autres revenus par ailleurs, dans le cas d'un couple, c'est le revenu imposable du couple qui est pris en compte. Cela signifie que si un des 2 gagne le smic, il peut ne pas avoir droit parce que l'autre gagne beaucoup plus. Cette allocation remplacerait la prime d'activité, les autres allocations chômage, handicapé, etc., RSA ne seraient pas remplacées par cette nouvelle allocation mais leurs calculs en tiendraient compte.

Alors, il faut imaginer des recettes. Parce que ce n'est pas avec l'impôt sur le revenu que l'on peut financer tout ça. Pour trouver, je pense d'abord à la taxation des successions. 2 situations : en cas de versement non étalé, taxation à taux fixe selon le montant de la part successorale, par exemple, jusqu'à 50 000 € par personne : 10%, 50 000 à 100 000 : 30 %, 100 000 à 200 000 : 50% et au-dessus : 75%. C'est-à-dire, taxation très importante des successions. 2<sup>e</sup> situation : les sommes héritées peuvent être ajoutées purement et simplement aux revenus imposables. Et cette situation aurait pour moi, la préférence. Dans ce cas-là, les successions anticipées seraient encouragées puisqu'elles pourraient être distribuées progressivement donc on obtiendrait une imposition moindre. L'anticipation des successions stimulerait l'économie, l'imposition à l'impôt sur le revenu entraînerait des taux d'imposition différenciés selon les revenus donc plus justes.

2<sup>e</sup> endroit où l'on peut trouver des recettes : lutter contre la fraude fiscale en punissant beaucoup plus sévèrement les fraudeurs, en particulier, plutôt que de mettre toujours des amendes, qui ne sont jamais un problème pour eux, de la prison et aussi pour les conseillers et avocats d'affaires qui sont concernés. Deuxièmement, lutter contre la fraude fiscale en infirmant par un texte de loi ou constitutionnel, la prévalence de la supériorité de l'esprit de la loi sur la lettre de la loi. Je ne sais pas si c'est clair. Si.

L'esprit de la loi : quand il y a une disposition qui est prise, il y a toujours qui cherche l'alinéa, le truc qui fait que l'on va pouvoir faire dire aux textes, autre chose que ce que dit le texte. Donc, je dis, en affirmant, la prévalence, la supériorité de l'esprit de la loi sur la lettre de la loi. En punissant aussi le travail au noir.

3<sup>e</sup> source de recette : la taxation des mouvements financiers spéculatifs, c'est-à-dire, taxer les mouvements financiers en fonction de leur durée d'investissement pour éviter les reventes après restructuration par exemple. Ça veut dire que les retraits après moins de 10 ans dans une entreprise, par exemple, entraînerait une taxation d'au moins 5% des gains effectués. La taxation serait évidemment moins importante si les gains étaient minimes.

Bon, j'ai un petit mot à dire mais je le connais par cœur : sur les retraités, ce que j'en suis. Est-ce normal que les retraités en moyenne ont de meilleurs revenus que ceux qui travaillent ? Qu'est ce que c'est qu'une bonne retraite ? Et à partir de combien peut-on cotiser ? Est-ce scandaleux de participer solidairement lorsqu'on a, par exemple, 2 000 € de retraite pour une personne, 3 000 pour un couple. Est-ce que c'est scandaleux de participer solidairement ? D'autant plus, que nous les retraités, on a vécu une période beaucoup plus facile qu'aujourd'hui, vous avez compris ma pensée. On a vécu une

période beaucoup plus facile qu'aujourd'hui, et normalement enfin, on a maintenant à l'esprit qu'on n'en emportera pas dans la tombe ou au moins, on a plus besoin d'investir.

*Bien merci.*

**Bonsoir. Gwen.** Je suis ouvrière viticole et je fais partie des gilets jaunes de Vallet.

Au niveau de la justice fiscale, nous demandons le retour de l'ISF avec une révision de certaines niches fiscales et peut-être une réglementation pour les personnes ayant un bien qui aurait pris de la valeur mais n'ayant pas de fortune. Nous pensons, par exemple, aux habitants de l'île de Ré.

Dans le même temps, il est demandé que soit annulé la « flat-tax », des taxes sur les transactions financières et récupérer les 85 milliards de l'évasion fiscale avec des peines de prison effectives pour les fraudeurs.

La mise en place de l'impôt universel qui bat l'impôt sur la nationalité qui pourrait sûrement éviter l'évasion fiscale tel le modèle américain. Nous demandons également plus de moyens et de responsabilités aux « Tracfil » ??? et anticorps afin que les investigations aboutissent et ne soient plus perdus dans la nature.

Nous pensons qu'il est totalement inutile de continuer à donner le CICE aux grandes entreprises. Elles n'en ont pas besoin. Ça ne les empêche pas de délocaliser et de licencier. Le CICE doit être transféré aux TPE et aux PME.

En ce qui concerne les élus, nous aimerions comprendre pour quelle raison, par exemple, nous devons payer leurs obsèques et celles de leurs familles. Pourquoi perçoivent-ils une retraite à la fin de leur mandat ? Il n'est plus concevable non plus qu'ils puissent cumuler leurs mandats afin qu'ils soient plus efficaces pour ce à quoi ils sont payés. Et éviter les doubles rémunérations avec des doublons de prime comme par exemple, la prime repas. Ils ne devraient pas non plus avoir un emploi en parallèle dans le privé pour éviter les conflits d'intérêts.

Nous souhaiterions également que soit faite la déclaration de revenus de chaque élu, leurs dépenses, du maire ou président.

Il est également important que chaque élu ait un casier vierge, comme demandé à chaque agent de la fonction publique et territoriale.

Pour le pouvoir d'achat, quelques petites propositions.

Pour ce qui est de la CSG, nous sommes conscients qu'elle est nécessaire. Nous n'en demandons ni la baisse, ni l'annulation mais l'indexation des salaires sur le coût de la vie. Baisser les taxes des produits de première nécessité avec un contrôle des prix pour empêcher l'augmentation des marges de la grande distribution.

*Je coupe car, comme je l'ai dit tout à l'heure, on doit rester sur la thématique d'aujourd'hui. Vous avez évoqué les élus, certes, vous avez évoqué les denrées alimentaires, ça ne rentre pas dans les dépenses publiques et la fiscalité, c'est une autre réunion. Pour les élus, je vous invite tout de même à remettre*

*le dossier lorsque l'on va parler de l'organisation de l'état. Je vous demande de rester vraiment dans les thématiques. On l'a fait volontairement sinon on aurait fait qu'une seule réunion. Tout le monde serait rentré chez soi très rapidement. Ce n'est pas notre souhait. On est vraiment dans cette thématique. Gardez bien vos demandes par rapport à ça.*

(Reprise) Augmenter les impôts pour baisser les taxes peut-être aussi envisagées. Augmenter les tranches des impôts de 5 à 15 serait sans doute plus équitable qu'actuellement.

Plutôt que de revenir sur la taxe carbone qui hérisse tout le monde, pourquoi ne pas taxer les bateaux, porte containers entre autres, et les avions gros pollueurs égal payeurs.

Renationaliser les autoroutes permettrait une rentrée d'argent utile aux services publics au lieu de laisser s'engraisser les entreprises comme Vinci.

Renationaliser les barrages ainsi que les productions et distributions des énergies.

Ne pas se lancer dans la privatisation des aéroports, ni même de la SnCF. Les entreprises dont l'Etat détient des actions doivent garder leur siège social en France. Nous pensons notamment à Renault, dont le siège social se trouve en Hollande.

*Merci. Ce n'était pas pour vous embêter mais je tiens à ce qu'on reste dans ce cadre-là. Si on va dans tous les sens, cela va être une cacophonie générale. Pour la retranscription derrière, c'est difficile.*

*Une autre question ? Allez-y.*

**Bonsoir. M. ....(28 :10), retraité.**

En ce qui concerne les dépenses publiques, je suggère de réduire le nombre de députés, de sénateurs, et de réduire leurs émoluments et leurs à cotés. Réduire également le système de retraite qui sort de l'ordinaire dont ils bénéficient. On réduit donc les sommes qu'on leur verse. Et pourquoi ne pas avoir un nombre de sénateurs ou de députés dans les mêmes proportions qu'aux Etats-Unis, par exemple. Je n'ai pas les chiffres exacts dans la tête mais je crois me souvenir 1 député ou 1 sénateur représente 10 fois plus d'habitants qu'en France.

*Merci.*

**Bonsoir. M. ..., retraité.**

Si je prends la parole, c'est parce que j'ai vu quand même le mouvement des gilets jaunes se construire et je l'ai vu s'installer sur 2 grandes revendications. D'une part, le RIC, que chacun puisse avoir un rôle plus important dans la démocratie citoyenne, et puis un 2<sup>e</sup> sur ce que Macron dit, je le cite dans sa lettre « En France, l'exigence d'entraide et de solidarité y est plus forte » effectivement la France, ce n'est pas l'Allemagne, ce n'est pas l'Italie, ce n'est pas les autres pays, c'est une culture comme quoi en

général on est solidaire les uns envers les autres, entre voisins, entre personnes. Ce n'est pas dans la culture de tous les pays.

Moi, je vois que dans les manifestations, depuis toujours, il y a ce fameux RIC, il y a beaucoup de discussions à la télé et le président parle aussi beaucoup mais il n'y a absolument aucune proposition pour répondre à une question, j'ai vu parfois les gens à la télé s'exprimer : « Faites quelque chose pour nos pauvres, pour nos plus démunis », pas que pour eux, pour tous ceux qui n'arrivent pas à finir les fins de mois. Et par rapport à ça, je ne vois aucune proposition à l'horizon.

En fait, on part dans tous les sens, à chaque fois que Monsieur Macron est interrogé par rapport à ça, il biaise à côté. Il a son plan pauvreté qu'on ne connaît pas, il a plein de trucs à côté mais il ne répond pas à la question et comme les gens n'ont pas le droit à une réponse, ça laisse lettre morte.

Moi, je suis quand même pour qu'il y est en France une plus grande justice fiscale. Actuellement il y a un empilement de mesurètes qui ne sert à rien, qui est injuste, je peux le démontrer si j'avais plus de temps.

Et puis donc le grand débat, c'est l'occasion de proposer quelque chose, j'ai construit quelque chose depuis un mois, de faire un débat spécifique pour ça au Pallet, je pense qu'une salle de 50 personnes sera suffisante, ça sera sans doute le samedi 9 mars à 17h.

Je ne vais pas m'étaler sur ma proposition, je laisse plutôt m'étaler sur ce que je pense qu'il faut mettre en avant pour avancer.

D'une part, il faut partager le travail, partager le fruit du travail et partager équitablement les impôts.

J'ai un truc qui me chagrine beaucoup par rapport à ce que dit M. Macron. M. Macron, lui, il est pour ne pas augmenter la pression fiscale, son grand thème. Donc il ne veut pas un retour à l'ISF, il ne veut pas toucher aux niches fiscales, et je me pose une question, est-ce que pour lui, lutter contre la fraude fiscale, ce serait aussi augmenter la pression fiscale ? Parce que, en fait, effectivement, si on fait payer toute la fraude fiscale aux plus riches qui partent avec leur pognon, ça va augmenter leurs impôts, c'est évident. Donc, ça me marque un peu. On a tous des idées sur comment essayer de trouver de l'argent pour aider un peu tous ces gens qui n'arrivent pas à finir leur fin de mois mais il faut trouver des recettes et là, quelque part, il va falloir faire quelque chose au niveau de tous ces gens qui sont déjà très riches et qui font tout ce qu'il faut pour être encore plus riches.

Mais Macron les aide beaucoup parce qu'en fait, comme il fait en sorte de ne pas en parler de tout ça mais dans sa lettre, il dit quand même qu'il veut rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace.

Aujourd'hui, il ne fait que des mesurètes alors, plus efficace, je ne sais pas combien de fonctionnaires il va falloir pour régler tous les problèmes mais il va en falloir parce qu'à la fin tout est compliqué. Je ne sais pas si vous avez essayé de calculer votre impôt aujourd'hui, est-ce que quelqu'un est capable de calculer son impôt sans le simulateur, sa prime d'activité sans simulateur ? Donc rien n'est clair. Tout est flou. D'ailleurs la prime d'activité, vous le savez, est très faible au départ, même d'ailleurs à un moment donné elle annule le RSA, on se demande s'il faut travailler. Donc après ça augmente et après ça rediminue, autrement dit on ne sait pas trop comment ça fonctionne. Mais on ne sait plus si en travaillant une heure de plus, on va gagner plus d'argent ou justement en perdre. Donc tout ça ce sont des mesurètes.

Ma conclusion c'est que les plus démunis, qui n'arrivent pas leurs fins de mois, qui sont dans la souffrance et à qui on ne pense pas, si on ne règle pas le problème par rapport à tous ces gens-là, et bien le mouvement social n'est pas terminé. Parce que moi, j'attendais depuis déjà plusieurs années, ce mouvement social, via par l'étranger ou une étincelle en France, mais la pression est au maximum et je pense qu'on ne réglera pas le problème pour demain. Donc il faudra trouver des solutions concrètes.

*Je vous remercie M. POUPELIN. Vous aurez le droit éventuellement de reprendre la parole si vous avez un complément à faire. C'est pour laisser l'opportunité à tout le monde de s'exprimer.*

### **Bonsoir. Je m'appelle Alain ... retraité de Vallet.**

Je voudrais parler de la fiscalité, de la justice justement et de la transparence, et surtout de l'exemplarité. Il y a un livre que j'ai lu qui a été par Philippe PASCOT, qui a côtoyé la classe politique pendant 25 ans, qui parle des élus de gauche, de droite, de tout bord, c'est un scandale de voir des privilèges qui existent, ce n'est pas normal.

Quand on voit la fiscalité et quand on voit les dépenses qui sont faites, les avantages des élus, on a l'impression qu'il y a 2 France. Si bien, des impôts, des privilèges qu'ils ont, la réversion, sur beaucoup de domaines. Il faut qu'il y ait une transparence qui soit vraiment diffuser, faire un débat politique à la télé, pour expliquer vraiment même s'il y a des choses qui ont été faites, récemment, pour les anciens présidents de la République, il y a beaucoup à faire. Pour ce qui est des privilèges de la SNCF, ou la RATP ou l'EDF, il faut déjà montrer l'exemple, parce qu'ils ne sont pas du tout exemplaires.

Moi, j'ai toujours voté depuis l'âge de 18 ans, c'est la 1<sup>ère</sup> fois que je n'ai pas voté aux présidentielles et je ne suis pas près de revoté. Quand on voit aujourd'hui ce qui est écrit dans le livre « pilleurs d'état », c'est un scandale, j'en ai parlé aux élus où j'habitais avant, ce n'est pas normal qu'on en arrive là.

Il y en a qui parlait de frais d'obsèques aux élus 36000 € quelqu'un qui gagne 6000 € ça lui fait 6 mois de frais d'obsèques c'est un scandale il y a des salaires aberrants comme Florence Parly quand elle travaillait à la SNCF et on dit que la SNCF perd de l'argent, elle gagne 52 000 € net par mois.

Quand on voit aussi, moi je comprends pas du tout cette politique-là d'injustice, à la télévision, Elisabeth j'oublie son nom, 380 000 € par an à France Télévision, des retraits de chapeau, on parle de fiscalité et de justice, on demande des efforts aux français mais il faut montrer l'exemple. Quand vous regardez le rapport de la cour des comptes, de 2002 à 2012, quand on voit les dépenses, c'est aberrant. Les années Sarkozy, quand on voit les repas à 5 000 €, on se moque du monde. C'est quoi ces politiques. Moi je ne suis pas près de revoter quand on voit ce qu'il se passe, je ne suis pas du tout près de remettre ça. C'est une aberration. Il faudrait faire la liste des privilèges en commençant par eux, déjà, montrer l'exemple. Il y a beaucoup d'argent qui est dépensé comme ça et c'est inadmissible. On sait que la sécurité coûte très chère, l'insécurité et la délinquance coûtent très chères aussi, pour tout l'argent qu'on met là-dedans on ne le met pas ailleurs.

Il y a des besoins pour les infirmières, pour les paysans, il y a des gens qui travaillent dur, dans certains métiers manuels, ils ont besoin d'avoir la retraite plus tôt, ça serait normal. On voit des couvreurs, des personnes dans le bâtiment, tout ça c'est très très dur, ils mériteraient aussi d'avoir leur retraite plus tôt. En vrai, les avantages des ministres qui partent en retraite et qui ont de sacrés avantages, il ne faut pas se moquer du monde. Donc, commencer par l'exemplarité, et après on verra.

*Merci. Qui veut prendre la parole allez-y.*

**Bonsoir. Yves ...**, citoyen de la Regrippière. C'est à ce titre là que je parle.

Moi, je vais rejoindre tous les propos qui ont été tenus sur la justice fiscale et sur l'évasion fiscale. On ne peut pas demander aux citoyens de faire des efforts si, en haut, ceux qui ont de l'argent, ne respectent pas un minimum de règles. Alors, il y a l'évasion fiscale, qui est un scandale, avec tous les paradis fiscaux qui existent, et il y a aussi le sport national qui est l'optimisation fiscale. Et l'optimisation, elle est règlementaire puisqu'elle se pratique entre pays européens avec ceux qui ont des règlements plus favorables que d'autres, chez lesquels l'argent qui pourrait profiter à la France, va s'exiler, que cela soit aux Pays Bas, en Irlande, au Luxembourg.

Quelles sont les politiques publiques réellement déterminées et convaincantes qui ont été engagées pour lutter contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale ?

Tant qu'il n'y aura pas à mon sens, une vraie volonté politique de lutter contre ça, cela relève certainement de nos dirigeants français, mais pas seulement parce que, on se rapproche des élections européennes, c'est une responsabilité qui incombe à tous les dirigeants européens, mais tant qu'il n'y aura pas des règles fiscales qui permettent aux plus-values, aux bénéfices réalisés en France au maximum de rester quand même sur le territoire français, on ne pourra pas demander des efforts aux citoyens de base que nous sommes nous-mêmes d'en faire. Il y aura toujours ce décalage qui fera qu'on n'acceptera pas les efforts et on en est rendu à un stade, à mon sens où tout cet argent qui s'exile a pris les proportions tel que c'est absolument inacceptable aujourd'hui à notre niveau de les tolérer et c'est bien notre devoir aujourd'hui que de dire « stop, ça suffit » il y a trop d'argent qui s'exile de France. Autre chose, quand je parle de volonté politique ces problèmes d'optimisation fiscale, il existe le verrou de Bercy ; C'est quoi le verrou de Bercy ? C'est la capacité du ministère de l'économie et des finances à dire lorsque qu'un dossier, par bonheur, parvient dans les mains de la justice, un dossier de fraude fiscale important, à un moment donné, Bercy est capable d'interférer au niveau de la justice pour que le dossier soit bouclé donc il faut faire sauter ce verrou de Bercy pour que réellement les procès et que les procédures judiciaires qui méritent d'aller au bout aillent au bout pour contraindre ceux qui s'exilent fiscalement ou pratiquent ce sport national, ne le fasse plus sinon on y arrivera pas. Ça, c'est bien un message que l'on peut faire remonter à l'état français. C'est d'aller au bout de ses intentions en matière de lutte contre l'évasion et contre la fraude fiscale.

42 :33



### **Gérard ... je suis retraité également.**

C'est la soirée des retraités il y en a bien d'autres quand même. Je voulais continuer sur cette question d'évasion fiscale et puis d'optimisation fiscale.

Vous savez qu'il y a de grands personnages de l'État qui ont comme formation ils sont avocats d'affaires il y en a eu un qui a été Président de la République et qui continue ce métier là avec de bons honoraires. Ça rejoint ce que disait Monsieur tout à l'heure sur l'esprit de la loi et la lettre de la loi. Qu'est-ce que c'est qu'un optimisateur fiscal ? C'est quelqu'un qui va chercher dans le paragraphe petit b et autres un truc qui contredit un truc qui a été dit plus haut et donc comme ça, ça ne passe point on a un bel exemple aussi de fraude et puis de voir comment les gens sont traités selon leur rang. Madame Lagarde qui a été ministre des Finances sous Sarkozy a eu une légèreté dans un dossier, pas un petit dossier, le dossier de TAPIS et puis les je ne sais plus combien de millions sont passé sous la table grâce à la bonne volonté, c'est le verrou fiscal où là c'était complètement déverrouiller elle a été condamnée pour légèreté dans son travail là-dessus et puis la meilleure c'est qu'elle n'a eu aucune sanction et elle se retrouve puisque la France est bien vu dans ses milieux là elle se retrouve président du FMI. Le FMI de temps en temps dis attention vous faites trop de pauvreté et d'austérité ça pourrait vous retomber sur le nez, il faut qu'un pays ait suffisamment de business pour que ça marche sinon ça ne tourne pas. Et on devait séparer aussi comme mesure contre la fraude fiscale, on devait séparer au sein des banques parce que 2008 est déjà rendu loin mais la prochaine crise financière, qui c'est qui paiera si on ne fait pas gaffe, c'est toujours le peuple qui se la ramasse. Les banques, ça ne s'appelle pas des caisses noires mais il y a des mouvements qui ne sont pas toujours très clairs, en plus il y a des mouvements financiers qui s'en vont vers jersey-Guernesey le Luxembourg, il y a même des pays européens qui sont costauds là-dessus il y a des politiques européens qui ont été cités sur des malversations fiscales et ça c'est grave. L'exemplarité est mise en défaut et il devait séparer les banques d'affaires c'est-à-dire la partie qui prête de l'argent à l'économie et puis l'activité des banques comme vous et moi et ça ça n'a jamais été fait et c'est une espèce de paravent derrière lequel se cachent toutes les malversations de la société. On peut les citer toutes. il y a des banque mutualiste qui trempe le doigt dans la confiture comme les autres ça à mon avis c'est une lutte prioritaire quoi qu'en dise monsieur le président le verrou de l'ISF et puis aussi les paradis fiscaux 14 milliards et ceux qui sont vraiment spéculatif cela représente 7 à 8 milliards et ça touche 9 % de la population de la plus haute, tous les paradis fiscaux toutes les niche fiscale qui servent les grandes fortunes. Il y a des niches fiscales et qu'il qui sont beaucoup plus rémunératrice et qui en profite encore les 9 pourcents les plus riches donc c'est tout ça il y a un boulot énorme donc on ne peut pas dire qu'on doit fonctionner à budget constant parce que ce qu'on nous renvoie dans la figure quand on parlera des dépenses publiques quand on voudra suffisamment de poste dans les écoles par exemple et bien on nous dit attention il y a la dette mais qu'est-ce qu'il fait la dette bah c'est tout ça on ne va pas chercher l'argent où il faut.

Je citerai juste une autre chose pays comme la Suède comme le Danemark, par exemple au Danemark entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut c'est un à 10 dans nos pays nous c'est plus de 200

aux États-Unis aussi c'est très très élevé donc c'est évident que ces pays-là on fait un travail de fond pour chasser la fraude fiscale pour qu'il y ait beaucoup plus d'égalité et qu'est-ce qui s'en retrouve le mieux plus il y a des forts pour l'égalité dans un pays moins il y a de violence moins il y a de dérive et on fait beaucoup d'économie sur les budgets sécurité parce que le reste marche bien.

*Merci.*

C'est quelque chose que je n'ai pas osé dire tout à l'heure. Après le Danemark les USA dans nos communes les communes sont passés petit à petit à des communautés de communes et des agglomérations et on nous avait promis des économies d'échelle et moi je me pose la question à chaque fois qu'il y a eu communauté de communes et après agglomération ça se traduit par des embauches et donc plus de couts rassurez-vous monsieur le Maire je suis de gorges.

*Merci.*

(Jean-Pierre reprend la parole) 49 :38

À propos de la dépense publique et en entendant monsieur je me disais comment faire en particulier quand on entend partout on veut plus de moyens se justifier quand on entend les conditions de travail des gens dans le milieu hospitalier les EHPAD mais ça devient un peu trop facile de trop ça mériterait qu'on s'interroge quand même sur l'efficience et s'il y a pas des gains de productivité quand même de possible et moi je souhaiterais personnellement que l'on étende un peu les pouvoirs de la cour des comptes et qu'on fasse une vraie évaluation et qu'on étendent l'analyse et le regard que la cour des comptes peut porter sur un certain nombre d'activités sur la pertinence des investissements et puis moi il me semble c'est pas de la décentralisation supplémentaire mais il ne faudrait-il pas étendre les partenariat entre l'État et les collectivités locales dans le cadre des plan état-région parce que c'est bien les élus de proximité et faut quand même après trouver sa justification par rapport au niveau des investissements qui peuvent être nécessaire et pour moi la pertinence est au niveau de la région.

Et puis un dernier. C'est favoriser le droit à l'expérimentation avec ce que l'on peut mettre en place que l'on fasse vraiment une évaluation si c'est vraiment pertinent qu'on puisse l'élargir parce que cela peut être transférable sans dire une généralisation sur l'ensemble du pays mais il peut y avoir des choses qui sont transférable. Je vais prendre des exemples la cour des comptes justement dernièrement elle vient de dire la pertinence par rapport à l'insertion par l'activité économique qui permet de réintégrer des gens et de leur permettre de rebondir dans le monde du travail et puis une autre expérience parce qu'il y en a une qui n'est pas très loin à Mauléon dans les Deux-Sèvres l'expérience des territoires zéro chômeur de longue durée qui est mise en œuvre depuis 2017 sur une douzaine de territoire donc le fait d'embaucher des chômeurs de longue durée plutôt que de les laisser avec une indemnité qu'il n'arrive pas forcément à vivre parce qu'ils sont en fin de droit et la possibilité de les embaucher en CDI.

Alors là j'ai retrouvé des chiffres aussi un chômeur longue durée coûte 18000 € et le coût d'un chômeur longue durée qui serait payé au smic c'est 26000 € alors ça veut dire qu'aujourd'hui sur ces territoires expérimentés où il y a des entreprises appelées à but d'emploi et bien semble être capable de pouvoir compenser le différentiel par l'activité générée par les gens qui sont embauchés. Jean pour laquelle le travail est aménageable donc moi je me dis qu'il y a sûrement des possibilités par rapport à sa d'expérimentation dans d'autres domaines.

*Merci Jean-Pierre*

### **Christophe de Saint-Lumine de Clisson.**

Vis-à-vis de dépenses publiques quand il est question de la prime d'activité est-ce qu'il ne serait pas mieux et plus valorisant pour les gens de vivre dignement décemment dans salaire correct plutôt que toujours avoir à faire l'aumône.

Aussi qu'il y ait plus de suivi pour tout ce qui est assistant parlementaire députés et autres à l'Assemblée qu'il ne touche pas des sommes relativement correctes par rapport à leur assiduité et leur implication. je vous invite à regarder vis-à-vis des députés sur le site nos députés donc a priori si l'enfant de correctement 100 sites de l'administration fiche par fiche député par député il met le nombre d'amendements de loi proposé les questions orales poser des questions écrites poser j'ai fait le test je suis originaire de la Mayenne avec Guillaume Caro qui a fait la loi anti-gaspillage super bien vis-à-vis de la fiscalité plutôt que de jeter aux ordures des produits en date courte ou limite périmé ils sont redistribuer ça donne un allègement au niveau des impôts pour les supermarchés ils ont une réduction donc Guillaume garot a fait ça. Notre député de secteur Sophie errante moi je n'ai pas vu grand-chose de marquer sur sa fiche elle n'est pas là et après je vois aussi le pedigree de quelqu'un qui quitte le bateau PS Guillaume garot lui est resté pour rester pour rejoindre en marche ça s'appelle de l'opportunisme et puis tous les éléments de langage de mépris les gens qui ne sont rien je me demande si ce n'est pas en haut de la pyramide qu'il y a des gens qui n'ont honte de rien qui touche de l'argent et s'il avait été là j'aurais eu le droit à une réponse mais il n'est pas là.

GTA regarder à hyper u Bruno Leroux et ses deux filles assistant parlementaire à 15 et 16 ans 55000 € comment ça se fait que ça n'est jamais désolé comment ça se fait que ça se produise ça dépasse le bon sens si dans une entreprise vous arrivez à 1516 ans vous n'allez jamais avoir de salaire et là c'est possible 55000 € on a l'impression que c'est un panier de crabes où chacun a des à des intérêts comment plus les journalistes font partie d'une niche fiscale d'un régime spécial il se courent les uns les autres la preuve il peut y avoir des connivence entre Anne Sinclair DSK Valérie Trierweiler et Hollande la preuve qui te doivent être souvent ensemble sans compter la presse qui fait partie des milliardaire et tout ça c'est usant va falloir remettre de l'humain et des gens exemplaires.

On n'évoque pas assez l'humanisme la Fondation Abbé-Pierre qui épingle sur un ton un peu sarcastique humour noir en remettant des prix à des mères qui ont des arrêtés anti-mendicité des infrastructures pour éviter que les gens s'allongent sur des bancs c'est au secours.

Je pense que tout le monde joue avec son ego sa conscience et je pense qu'il y a plein de choses qu'on met sous le tapis qu'on évite de voir qu'on veut repousser comme les mendiants et un moment donné il y a un effet boomerang et même les gens qui n'arrivent pas à vivre dignement de leur salaire là il y a eu un gros effet boomerang des gilets jaune il va falloir revoir encadrer le prix des logements. On a l'impression que le travail n'est plus une valeur on trime pour gagner pas trop et il y a des gens qui ont l'air d'avoir des appartements et de se faire beaucoup d'argent si l'on a des prix correct passe encore mais si c'est juste la corne d'abondance... c'est le canard enchaîné qui a dû dire ça les logements insalubres dont l'immeuble qui s'est effondré sur Marseille avec des morts il y a priori de membre de la mairie de Marseille qui ont reloger des personnes qui étaient dans des immeubles de ce type-là qui était plus ou moins près à s'effondrer et des élus de la mairie de Marseille qui étaient des marchands de sommeil qui loger des gens.

La gueule de l'exemplarité avec des gens qui ont des gros salaires et s'amuse à ça je crois que c'est encore en rapport avec le mépris du peuple des ego mal placé il y en a marre de tout ça.

*Monsieur, vous souhaitez prendre la parole allez-y.*

Alors je n'ai rien préparé je suis ouvrier du bâtiment et je voudrais parler un petit peu du fait qu'il y ait dans le bâtiment que des gros entreprise virgule ce sont les copain des politiques et à cause de ça on supprime les impôts sur le revenu, c'est une économie qui crée de l'emploi qui donne de l'emploi grosses entreprises et pour rentrer dans les grosses entreprises c'est pas facile on nous fait chanter on dit qu'il y a tant de milliers d'emplois qui ne sont pas pourvus mais ces gens-là ils n'ont pas envie de travailler, de donner du travail de créer de l'emploi ils n'ont pas envie de partager les richesses ils ne sont pas prêts à donner la chance à n'importe qui toujours plus de diplôme c'est pas équitable et je pense qu'au niveau des mairies on pourrait créer beaucoup plus emplois ouvert à beaucoup plus de gens il y aurait beaucoup plus de partage qu'avec tous ces principes de marchés publics qui crée du copinage et aussi derrière tout ce qui est évasion fiscale.

*Merci.*

M. ... reprend la parole.

01 :01 :55

Je veux bien reprendre la parole pour parler toujours du même thème car ça me travaille dans mes entrailles de voir quelque part des gens qui n'ont pas les moyens de vivre correctement qui n'ont pas les moyens d'élever leurs enfants sereinement dans des familles où tout irait bien, j'en sais quelque chose j'ai eu la chance de faire des études je suis originaire d'un milieu très modeste mais c'était sera chez moi ont crevé pas la fin il y avait ce qu'il fallait un petit jardin de l'aide aux amis une entrée dans le village tout ce qu'il fallait et on faisait en sorte de faire attention à tout mais on s'en sortait.

Et aujourd'hui je ne vois pas comment des gens qui sont mal chauffé mal nourri mal vêtu puisse être serein dans une classe et être serein le soir pour étudier. Donc notre ami Monsieur Macron dis qu'il veut rétablir l'égalité de destin c'est son grand m à chaque fois qu'il parle de pauvreté il dit qu'il est pour une égalité de destin il veut que tout le monde puisse réussir à partir de rien il ne sait pas que pour réussir à partir de rien il faut que ce rien soit quelque chose quand se rien ce n'est même plus des parents qui sont là pour vous accueillir à la sortie de l'école pour calmer le jeu pour s'occuper de vous et vous aider à faire vos leçons c'est dramatique.

Moi je rêve un jour un mi-temps permettent de survivre c'est-à-dire qu'il dépasse le seuil de pauvreté quelque part je pars sur une aide même Macron en parle de son revenu universel d'activité point à la ligne donc il en a parlé en septembre 2018 il n'en parle plus mets le REA c'est du Macron ce n'est pas comme le RUE qui est le revenu universel d'existence beaucoup trop large impossible à gérer et impossible à financer de mon point de vue mais le RUa de Monsieur Macron ça veut dire que toute personne pour l'avoir doit bosser mais moi je me dis que aujourd'hui il y a 9 million de précaire en France quand on dit que le chômage baisse forcément si vous bossez 2 jours dans le mois vous n'êtes plus chômeur donc autrement dit si vous trouvez un boulot d'intérimaires 2 jours dans le mois vous n'êtes plus inscrit au chômage donc là effectivement en mettant des gens dans la difficulté qui ont des boulot de merde pendant une journée ou deux c'est sûr que là ils ne sont plus chômeur mais par contre ils sont précaires donc on a 9 million de précaire et je ne vois pas Mâcon trouver 9 million de plein emploi pour tout le monde j'écoutais ce soir des journalistes qui parlait du Danemark où finalement beaucoup de gens travailler à mi-temps et je suis sûr que beaucoup d'employeur serait content d'avoir des mi-temps d'ailleurs l'autre jour j'écoutais dans un débat où il y a Macron quelqu'un qui disait moi je cherche des mi-temps je n'en trouve pas il n'en trouve pas pourquoi ? Quand on travaille à mi-temps on n'arrive pas à vivre on est précaire il faut trouver un plein temps pour vivre et il faut un plein temps correct donc à mi-temps... le mi-temps ne rapporte pas plus que le RSA donc on se pose des questions. Voilà ce que je voulais dire je voulais dire aussi qu'un plein-temps ou un semi-complet ne permet pas de vivre c'est-à-dire vivre c'est ne pas finir c'est sans moi correctement et avoir un peu d'argent pour pouvoir tout dépenser pour pouvoir faire un peu ce qu'on veut quand même je rêve un peu de ce problème là qu'un jour les sans emploi et les précaires n'existeront plus mais ça ne va pas être facile  
Je m'arrête là je pourrais vous parler d'autre chose mais je laisse la parole à d'autres.

*Merci beaucoup. Je crois que Bernard souhaitez prendre la parole.*

**Bernard ... retraité.**

Il y a une chose qui me touche beaucoup tout à l'heure on parlait d'évasion fiscale et bientôt des élections européennes c'est quand même un scandale de voir que quand l'Europe n'arrive pas à avoir une fiscalité commune entre chaque pays on ne s'en sortira jamais par rapport à l'évasion fiscale et la fiscalité des conseils fiscaux finiront tous au Luxembourg à Monaco à l'île de Jersey. Et du moment où les droits seront permis où l'argent aura la permission d'aller où il veut se cacher au bon lui son pour gagner un maximum on avancera pas mais je souhaite que pour les élections européennes ont réussi quand même à aller plus de l'avant c'est-à-dire qu'on arrive à avoir une fiscalité commune à tous les pays c'est du rêve mais nous n'avons pas le choix sinon nous allons tous partir en marche arrière avec notre petit univers et si dans nos pays l'emploi est mis en concurrence avec d'autres pays par exemple la Roumanie ou j'entendais un Roumain qui gagne 10 fois plus pour le même travail en Espagne que chez lui aussi les Roumains abandonne les enfants au papi mamie et s'en vont travailler en Espagne 1 ans ou 2 ans avec des problèmes de famille je pense que ce qu'on vit en France dans notre pays c'est aussi l'économie mondiale européenne il faut absolument que l'Europe aille de l'avant si on ne veut pas redescendre trop bas donc l'évasion fiscale et un scandale interrompre je pense autrement au niveau fiscalité sur l'environnement quand je vois qu'on enveloppe tout sous plastique et qu'on ne sait plus où les mettre pourquoi pas fiscaliser tous ces produits plastiques pour redonner une place au carton au papier au biodégradable si les plastiques était cher bien des emballages serait supprimé donc le meilleur moyen serait de fiscalisé les produits qui sont une calamité pour l'environnement je pensais aussi pour les multinationales qui elles n'ont pas d'état d'âme fiscalisé par exemple tous ces produits reconnu dangereux pour la santé publique c'est une honte qu'ils sont reconnus cancérigènes par le corps médical et de voir que de l'autre côté on continue de les vendre au moins cher pour produire encore moins cher en agriculture et avoir des produits bon marché c'est le chat qui court après sa queue on en sort pas il faut absolument qu'on fiscalise ces entreprises ou alors que les produits ont les taxes et on multiplie par 3 par 4 si ils sont chers ils ne seront pas employés car économiquement ils seront pris à contre-pied par d'autres des moyens mécaniques respectueux de l'environnement mais tant qu'il ne sont pas taxer on ne s'en sortira pas donc la fiscalité doit faire son travail sur ce qui est l'environnement les produits phyto sur les multinationales et toutes ces sociétés qui de toute façon profite de la main d'œuvre bon marché au niveau de la France de l'Europe et des quatre coins du monde.

*Je profite de cette intervention pour préciser que la réunion du 27 sera sur l'environnement et l'écologie merci Bernard qui veut prendre la parole nous sommes à 1h15.*

**Bonjour Grégory gilet jaune à La Haye-Fouassière.**

Je voulais compléter un peu ce qu'on avait dit tout à l'heure par rapport à la fiscalité sur le thème et plus principalement sur la justice fiscale parce que c'est quand même pour ça en grande partie qu'on est là aujourd'hui et je suis assez content en écoutant les uns les autres qu'il y a pas mal de gilet jaune qui s'ignore donc on vous invite à passer sur le rond-point tous les jeudi soir si vous voulez pour échanger. Par rapport à la justice fiscale je voulais revenir sur ce qu'on demande principalement c'est le retour de l'ISF accompagné de la flat tax qui est un véritable scandale notamment quand on regarde d'un autre côté les baisses d'APL la hausse de la CSG les petites choses les petites sommes qui symboliquement sont assez fort par rapport à ce que les gens vivent et sur la flat tax je vous l'ai expliqué ce que c'était c'est une taxe qu'il y a sur les revenus du stock financier qu'on les riches qui était au début progressif c'est-à-dire plus les revenus sur cet argent monte plus il était taxé jusqu'à 45 % je crois et donc Macron a instauré une flat tax il a donc bloqué à 30 % ce prélèvement donc on pourrait dire 30 % sur ses revenus c'est déjà pas mal sauf que la différence avec notre imposition à nous c'est que la flat tax compte les 30 % compte les cotisations sociales etcetera quand nous notre première tranche d'impôts elle est autour de 13,4 pourcents nous c'est déduit des cotisations fiscales c'est-à-dire qu'en réalité notre première tranche à la 24 % aller à Anvers la flat tax qui est un 30 et en réalité a 12 ou 13 pourcents ils sont moins imposés que nous la première tranche d'impôt sur le revenu donc il y a des choses comme ça qui énerve qui crée de la colère et effectivement on est là pour ça pour ne pas sortir du thème car il y aurait plein de choses à dire c'est la justice fiscale qu'on demande et pas obligatoirement sur ce qu'on trouve sur la page web du grand débat jusqu'à la question 10 ou 11 c'est une arnaque intellectuelle il commence à parler de fiscalité en insinuant les baisses dans les dépenses public qu'il faut faire en contrepartie pour baisser la taxation ce qui est quand même nous ce qu'on demande c'est d'aller chercher l'argent où il est c'est-à-dire tout a été dit l'ISF il y a l'évasion fiscale qui est autour de 80 85 milliards c'est un chiffre qu'on entend régulièrement Macron pour lutter là-dessus il a des beaux discours mais il a réduit le nombre d'agents fiscaux à diminuer donc les discours c'est bien mais il faut regarder ce qui est fait dans les faits. Pour nous si on va chercher l'argent là où il est 85 milliards, 4 milliards à l'ISF etcetera on arrive à plus de 100 milliards je pense qu'avec 100 milliards on ne parlera plus de baisser les dépenses publiques on ne fermera plus des postes dans les écoles de fermer des petites lignes de train et ainsi de suite je pense que si on va chercher l'argent où il est les dépenses publiques ne seront plus un réel problème.

*Merci. Grégory a évoqué le questionnaire si vous souhaitez y répondre il est là il y a 11 questions qui sont principalement sur la fiscalité vous pouvez le prendre chez vous le regarder et nous l'adresser après le cahier de doléances est ouvert à Vallet.*

**Bonjour Guillaume, gilet jaune de Cugand.**

je pense que la problématique dépasse le canton c'est national je regrette que Monsieur Macron est organisé un débat dans le dos des citoyens je ne dis pas dans le dos des gilet jaune mais il a organisé

son grand débat au regard des questions qui sont posées dans le questionnaire que vous citez pour moi et pour beaucoup de gens ces questions sont déconnectés de l'actualité du monde du monde que l'on vit tous les jours il y a plein de questions que l'on a envie de poser mais elles ne sont pas là elles sont toutes diriger les questions qu'on a envie de poser tous aujourd'hui c'est des questions qui concerne nos difficultés à vivre et ces questions-là du moins c'est réponse les élus ne les apporte pas nous écoute pas on a envie d'apporter une autre parole et d'être écouté et on veut que le RIC soit mis en place c'est un outil ludique et pédagogique démocratique qui permet de résoudre énormément de problèmes et notamment de pouvoir résoudre des problèmes de fiscalité en rentrant dans le détail du fonctionnement merci.

*Justement vous parlez du ric cela fait partie de l'organisation des services de l'État et ce qui fera l'objet de la deuxième réunion car on parle de l'organisation de l'État à la deuxième réunion le 19 dans une semaine pour juste rappeler les thématiques.*

Je voudrais juste rajouter un point de détail samedi dernier on était une quinzaine une vingtaine on était invité à la permanence à gorge à la permanence de Sophie errante en terminant on l'avait invité à venir ce soir donc on déplore qu'elle ne soit pas venue mais elle était invitée.

*Ceci étant madame Errante qui était avec nous à nos côtés et au courant de ces dates je pense que l'emploi du temps est très chargé je mets ça sur ce compte-là mais voilà l'objectif en ce qui nous concerne on avait souhaité, je le précise, le faire car cela nous semblait important oui on est des élus quelquefois on parle des élus je réagis pas mais des fois ça fait mal d'entendre ce qu'on entend mais on a cette proximité et on est des gens comme vous on a un statut on nous a prêté pour un mandat on peut se tromper et faire des erreurs et on pense que c'est à notre place de tenir ce débat et d'être là pour vous écouter car je crois que la France a besoin d'être écouté. C'est mon point de vue je ne devais pas m'exprimer. En ce qui nous concerne on a un statut très clair qui est les représentants de base très bas de la République française et on se doit d'être là quand le président de la République nous incite à faire des réunions les maires ici présents ont répondu présent pour le faire donc oui on le fera on n'a pas fait venir d'intervenant extérieur l'objectif était de vous écouter et de répondre à nos obligations des élus de base.*



Depuis des dizaines d'années les retraites de fonctionnaires était indexé sur le salaire des fonctionnaires en activité c'était une des clauses du contrat de travail quand un employeur privé modifie le contrat de travail on va au prud'homme et en général il est obligé de respecter les clauses du contrat de travail avec l'État il y a eu une modification du contrat de travail en ce sens qu'un certain nombre de personnes ont choisi d'être fonctionnaire même si les rémunération des fonctionnaires à qualification égale et est inférieur à celle du privé pour bénéficier d'un système de retraite qui n'était pas aussi extraordinaire que ça dans la mesure où la retraite des fonctionnaires est calculée sur le salaire de base à l'exception des primes ce qui n'est pas le cas dans le privé.

Depuis je ne sais combien d'années peut-être une dizaine d'années les retraites des fonctionnaires ne sont plus indexé sur le salaire des fonctionnaires en activité ce qui fait il est bloqué ce qui fait que les retraites de fonctionnaires proportionnellement vont en se réduisant.

Dans le privé le salarié qui bénéficie de ce genre de traitement va au prud'homme et obtient de l'employeur lui verse ce qu'il manque dans la fonction publique aller au prud'homme ce n'est pas possible car le prud'homme n'est pas compétent donc il faut aller au conseil d'État c'est une décision ministérielle et prendre un avocat pour le conseil d'État ce n'est pas le même coup qu'un avocat pour le prud'homme c'est entre 10000 et 15000 €.

*Merci. Ensuite.*

je voudrais revenir sur la fiscalité au niveau des retraités quand on fait le bilan par rapport aux retraités il y a plusieurs années le calcul a été fait sur les 10 meilleures années maintenant on calcule sur les 25 meilleures années de cotisation déjà ça a rogné de ce côté-là ensuite il y a eu la CSG quand elle a démarré en 90 91 elle était de 1, quelque chose aujourd'hui elle est montée à 8 et quelques c'est ta peau qui a été mis qui crame de plus en plus donc quand on regarde ça fait lourd en plus il y avait le ratio par enfant quand on avait 3 enfant ce n'était pas imposable c'est devenu imposable et en tant que retraitée on le paye aussi le CSG le calcul des retraites le ratio pour enfants ça fait beaucoup c'est sûrement grâce au mouvement des gilet jaune que la CSG va être remboursée à partir du mois de juin s'il n'y avait pas eu ce mouvement là ça restait comme ça quand on regarde aujourd'hui ils réfléchissent les élus mais quand ils pondent des choses on se demande s'ils réfléchis parce que quand ils ont mis le niveau de taxe est à 1200 € c'est très très bas pourquoi ils ont mis une CSG et taxer les personnes qui gagnent le moins c'était une aberration une injustice donc heureusement qu'il y a eu le mouvement des gilet jaune pour revenir là-dessus il y a beaucoup de choses qui ne vont pas quand on voit la taxe sur le carburant on apprend récemment que totale a fait 13 milliards de bénéfice on se pose des questions pourquoi le carburant ne participe pas à l'effort national pourquoi les sociétés d'autoroutes au kilomètre il se refaire des dividendes ça leur revient à 300000 € du km 1 km 300000 € et là les autoroutes vont encore augmenter donc il y a quelque chose qui ne va pas mais qui va payer les automobilistes ce ne

sont pas les sociétés d'autoroutes qui vont faire un effort c'est toujours au même qu'on demande de faire un effort.

Pour ce qui est de la fiscalité le pouvoir d'achat des gens si les loyers était beaucoup moins cher comme il y a des collective qui demande le loyer doit représenter que 20 % des revenus du ménage aujourd'hui il est à plus de 30 40 % c'est très lourd dans un ménage il devrait faire des efforts là-dessus de revoir car il y a des collectif j'ai vu sur le journal de Vallet ça arrive à 20 % en Allemagne en français très lourd on va distribuer du pouvoir d'achat c'est une façon pour les jambes de voir la baisse des loyers qui est très lourde pour certains sur un budget.

certaines municipalités ont peut-être fait des erreurs certains haute augmenté la taxe d'habitation de 30 à 40 % 50 % on a vu des exemples à la télé ce sont des erreurs qui ont été fait moi je connais une ville qui a été mise sous tutelle car c'était mal gérer des dépenses qui n'était pas étaler programmer et là on fait payer les gens avec des taxes d'habitation ce sont des aberration tu n'as justice à revoir de ce côté-là il devrait plafonner on arrive avoir des villes qui arrive à baisser la taxe d'habitation même si elle va être annulé supprimer il arrive à la faire baisser on peut voir des graphiques alors que d'autres villes ça grimpe ça grimpe ce n'est pas normal on devrait arriver à la stabiliser ou à la baisser certaines villes ont réussi il y a plein d'exemples comme ça sur Internet pour regarder l'évolution de la taxe d'habitation ou de certains impôts on y arrive quand on veut il y a des dépenses qui devrait te d'aller et non justifiées d'autres peut-être pas on doit faire comme un ménage quand on a pas l'argent on ne fait pas et on fait des priorités cela serait plus logique et quand on parle de récupérer de l'argent moi je ne suis pas riche je serai riche voudrais me taxer pourquoi faire mais quand je vois ce qui a été fait avec l'argent... cet argent là on en a besoin ça coûte 2 milliards vous vous rendez compte de ce qu'on peut faire 2 milliards on a fait un effort on a débloqué 2 milliards c'est beaucoup mais individuellement qu'est-ce que cela représente c'est pas 20 € par mois qui vont leur sauver leur vie c'est pas ça du tout il faut beaucoup plus que ça.

Si on baisser les loyers pour certains de beaucoup des gens qui n'ont pas les moyens qui se retrouve au chômage si on leur baisser le loyer de 200 € déjà ça serait une bonne chose les gens vont plus consommer ça va faire de l'emploi plus ils vont consommer plus il y a de TVA la TVA rapporte le double de l'impôt sur le revenu.

un moment donné il était question de supprimer l'impôt sur le revenu on se dit ça ne rapporte plus beaucoup maintenant c'est la TVA et la CSG augmente petit à petit et finalement ce n'est toujours pas imposable on paye quand même on va faire participer tous les gens à l'impôt c'est normal mais il paye déjà il paye déjà la CSG la TVA c'est quoi la CSG c'est de l'argent qui rentre le remboursement de la tête social devait être supprimé elle est toujours d'actualité c'est un impôt qui a été mis et qui continue d'être pomper sur les retraites les salaires ça glisse toujours tout ça ce n'est pas normal quand vous redistribuer du pouvoir d'achat il faut des moyens c'est un coup ou faux l'estime et ce n'est pas normal que des gens arrivent en fin de mois il leur manque deux sans trois 100 € si vous avez 200 ans 300 € de loyer en moins pour beaucoup les gens moins aisé de classe moyenne ça serait un quart de pouvoir d'achat de ce côté-là ce n'est pas le SMIC à 2,3 % qui va changer leur vie il y a peut-être d'autres moyens pour gagner de l'argent quand on parlait d'évasion fiscale les banques suisses UBS que l'État essayé de demander des intérêts sur le journal Ouest-France parce que 2 milliards qu'il demande aux

banques suisses ils ont favorisé l'évasion fiscale tous ceux qui sont en Suisse qu'est-ce qu'ils font ils vont à Dubaï et Dubaï qu'est-ce qu'ils font ça part dans les îles Vierges Singapour et il trouve la parade ceux qui sont en Suisse il y avait beaucoup de Français ils partent ils s'en vont ils ne sont plus en Suisse car avant il fallait se dénoncer et il allait être taxé pénaliser certains l'ont fait ils sont déclarés et puis d'autres ils sont partis on cherche 10 milliards vous voyez tout ce qu'on peut faire quand on parle de 1520 milliards on peut faire beaucoup de choses pour les infirmiers les agriculteurs pour ceux qui travaillent c'est très très dur pour eux on peut trouver l'argent si on veut vraiment il faut verrouiller il faut avoir le courage de le faire vraiment.

Monsieur Macron il a été élu grâce à qui grâce à ceux qui ont financé sa campagne on a le droit de financer jusqu'à 7500 € mais il ne va pas laisser la fortune c'est eux qui l'ont aidé à financer la campagne il ne va pas leur demander de l'argent c'est ses électeurs c'est eux qui ont financé il ne va pas les assommer ça se comprend en tant que banque il ne va pas le faire.

*Merci. Monsieur éventuellement vous voudriez prendre la parole.*

### **Bonsoir. Adrien gilet jaune sans gilet jaune.**

Tout à l'heure Grégory parlait d'aller chercher l'argent là où il est, ça m'a rappelé un petit chiffre que j'entendais il n'y a pas longtemps je tenais à le partager pour le plaisir. En 2008 avant la crise financière les 500 plus grosses fortunes de France peser environ 10 % du PIB français et aujourd'hui en 2019 les 500 plus grosses fortunes de France pèse environ 30 % du PIB il y en a pour environ 650 milliards d'euros voilà ça c'était dans le magazine challenges d'il y a quelques mois ce n'est pas forcément magazine de gauche donc on peut leur faire confiance quand il s'agit de fortune. La crise ne nous touche pas tous de la même manière.

Je surf un peu sur la même vague c'est un magnifique débat qui devrait servir à une boîte à outils et au gouvernement car ils sont un peu déconnecter ils avouent qu'ils sont un peu perdu ce sont des têtes pensantes chercheuse banquier ils sont les experts de la fiscalité nous demander à nous petit peuple comment on va trouver les moyens de chercher des financements et de réduire les dépenses c'est un peu complexe c'est un peu ubuesque ce qui m'interroge surtout c'est on a une dette énorme on a une dette en France qui ne fait qu'accroître et les impôts et les charges continue les banquiers maintenant qui sont à la tête du gouvernement ménage leur petit monde c'est ma vision mais je trouve qu'elle est assez juste.

Est-ce qu'on ne peut pas imaginer comme la séparation de l'Église et de l'État de séparer l'État et les banques et d'avoir un gouvernement un état au service des citoyens et pas au service des banque avec une banque privée d'État où on puisse que l'État puisse emprunter à taux zéro pour ses dépenses publiques les hôpitaux la justice l'éducation là on apprend qu'il faut sabrer 40000 fonctionnaires on en

est à 4000 donc dans les 4 prochaines années ça va tomber un couperet surtout pas la défense et l'armée on a dit donc ça va être éducation les hôpitaux donc les hôpitaux on peut y aller c'est tranquille d'ailleurs plus personne n'y va on nous dit qu'il y a des cliniques mais des cliniques pour qui on tourne en rond.

*Merci Hervé.*

### **Michaël, je suis salarié.**

Je voudrais juste revenir on parle beaucoup sur l'évasion fiscale qu'il faut aller chercher 80 à 100 milliards ceci est tout à fait juste on parlait aussi on se rapproche des élections européennes en disons aussi qu'il faut une harmonisation une harmonisation de l'Europe maintenant il y a un point important l'Union européenne organise un peu tout ça à travers notamment les traités européens et il y a un article 63 j'invite les gens à aller le voir le regarder qui organise la libre circulation des capitaux et en fait cela favorise l'évasion l'optimisation fiscale et l'Union européenne organise tout ça et l'harmonisation aujourd'hui j'ai vu dans l'hebdo la députée disait il faut une harmonisation il faut une autre robe sauf que cette autre robe ça fait 40 ans que les partis politiques nous la promesse en nous disant qu'on va la changer sauf que cette harmonisation elle est impossible car tous les pays doivent être d'accord pour la voir aujourd'hui le Luxembourg pourquoi il dirait oui car le Luxembourg vie de cette évasion fiscale il en profite tous comme Irlande.

On nous dit aujourd'hui on nous parle de taxer les GAFAs Google Amazon etcetera alors Bruno Le Maire a dit on va le faire tout seul puisqu'au niveau de l'Europe ce n'est pas possible donc on voit bien que l'harmonisation n'est pas possible et en plus par rapport aux GAFAs à ses 100 millions / 80 milliards c'est quoi une goutte d'eau et on ne sait même pas en plus sur ce qui propose sera accepté au niveau de la cour de justice européenne.

il y a eu un exemple alors ça ne parlera peut-être pas aux gens c'est en 2012 ils avaient mis en place au niveau du gouvernement une taxation une surtaxation au niveau des dividendes de l'ordre de 3 % cette surtaxation sous Hollande a été retoqué 3 ans plus tard au niveau de la cour de justice européenne obligeant l'État à rembourser 4 milliards d'euros aux entreprises alors ça ce n'est pas des choses dans ton entend parler tous les jours mais il faut savoir et je pense que l'Union européenne organise un peu tout ça et qu'aujourd'hui si on ne va pas voir un peu plus haut m'a finalement l'évasion fiscale continue et on ne pourra jamais récupérer ses 80 à 100 milliards il faut aller voir du côté de cette Union européenne comment elle fonctionne comment elle organise tout ça et j'invite les gens à aller voir tous au fonctionnement au niveau des articles au niveau de comment tout ça s'organise je pense que c'est essentiel et par rapport à la fiscalité et aux dépenses publiques il faut savoir que la France établit chaque année un programme national de réforme il est accessible sur Internet et dans ce programme vous verrez il y a tout ce qui est prévu de ce qui va être fait dans les grandes lignes ce sont des belles phrases mais vous allez voir ce qui est prévu d'être fait ce qui est fait et tout ça s'organise dans le cadre de l'Union européenne il y a une annexe où c'est marqué les grandes orientations des politiques

économiques et vous verrez le programme de ce qui sera fait de ce qui est fait donc aujourd'hui on peut proposer beaucoup de choses il y a beaucoup de choses qui ont été dit aujourd'hui d'intéressantes l'évasion fiscale aller la chercher supprimer l'ancien ISF ce sont des choses où on peut aller chercher de l'argent pour le faire il faut se poser la question si au-dessus on peut le faire.

Il y a ce qu'on appelle les agences de l'État il y avait un rapport qui avait été fait en 2012 où on parlait entre 60 et 80 milliards d'euros aussi donc c'est agence de l'État je n'ai pas la liste il y en a beaucoup c'est la cour des comptes qui a émis ce rapport comme quoi c'est agence non pas forcément d'utilité Jean-Marc Ayrault à l'époque ensuite Manuel Valls qui promettait de revenir sur ses agence de faire un petit toilettage mais aujourd'hui on en entend plus parler on ne sait pas donc il faudrait peut-être aller voir il y a aussi un manque de transparence par rapport à tout ça il faut vraiment qu'il y ait que l'éveil et là aujourd'hui que les gens prennent conscience il va être important les élections européennes approchent d'aller voir peut-être au-dessus et de savoir est-ce qu'on a vraiment le pouvoir de changer les choses uniquement au niveau de notre pays c'est sûr que ça fait prendre de la hauteur mais je pense que c'est important et se poser aussi la question fiscalité dépenses publiques cellier à notre monnaie et je pense qu'il faut se poser la question sur la notion de la souveraineté monétaire on parle de banque on parle de ce qui peut être fait dans notre pays mais d'autres souveraineté monétaire on ne l'a pas c'est la banque centrale européenne qui dirige notre monnaie il va être aussi intéressant de se poser des questions sur notre monnaie. Merci.

*Merci à vous*

J'espère que cela sera ma dernière intervention.

Il y a beaucoup plus de pauvres que de gens riches en nombre et la plupart des postes de direction des gens qui prennent les décisions sont des gens riches donc dans ces conditions il est normal de prendre l'argent sur les gens pauvres au détriment des gens riches c'est une question de logique et de rapport.

*La réunion a commencé il y a 1h45 avez-vous d'autres questions on va être obligé de clôturer on doit clôturer à un moment*

Je voulais simplement dire pour trouver de l'argent si l'Europe veut changer de politique l'Europe veut s'occuper un peu de ces peuples et surtout de ces pauvres et de ses précaires il faut bien savoir ce que l'on veut qu'est-ce qu'on veut comme société car la mondialisation nous a bouffé on est passé d'un équilibre d'une certaine époque où les gens n'étaient pas plus riche mais plus heureux entre Guinée par rapport à leur façon de vivre par rapport au partage entre nous maintenant on a l'impression que

tout va à vau-l'eau plus les riches sont riches plus 6 pourcents nous c'est moins 1 % ça va vraiment dans tous les sens.

Nous ce qu'on veut comme société après quand on aura le président qui aura répondu au besoin de la société il trouvera l'argent au niveau européen ou au niveau français il mettra les doigts qu'il faut dans une robe que j'aspire l'Europe d'aujourd'hui je n'en veux pas c'est l'Europe des financiers tout ce que je n'avais pas rêvé.

je voulais terminer là-dessus comme quoi le grand souci aujourd'hui malheureusement on pense d'abord à nos sous et pas aux pauvres et là je pense que ça va péter grave et je crois on en parle tellement ça sera encore bien plus important qu'on imagine quelqu'un m'a dit un jour les supprime on n'a pas vu venir comment peut-on enrichir les mêmes avec l'argent qu'ils n'ont pas il y a un moment donné c'est mathématiques ça bloque donc là c'est pareil c'est mathématiques à partir du moment où les gens seront de plus en plus pauvres et les autres de plus en plus riches ça va péter.

*On va mettre un terme à cette réunion je tenais à vous remercier au nom de mes collègues ici présent pour la qualité du débat beaucoup de choses se sont échangés je vous rappelle qu'il y a encore trois réunions derrière nous on fait le choix de faire ça sur cat réunion rien que sur cette thématique là on a on est resté 1h45 ce qui est intéressant il y a de la ressource je vous rappelle que ceux qui le souhaitent il y a un questionnaire à votre disposition que nous allons faire remonter bien évidemment l'objectif était de vous recevoir vous écouter et retranscrire vos propos nous allons faire cette analyse pour les remonter au service de l'État je vais prendre pour clôturer une phrase d'un homme politique que vous avez connu, Kennedy avant de vous poser la question de savoir ce que fait l'état pour vous posez-vous la question de savoir ce que vous faites pour l'État et bien je pense qu'aujourd'hui avec le débat qu'on a eu ce soir vous avez contribué quelque chose pour l'État est-ce que cela sera entendu en haut moi je le souhaite en ce qui nous concerne nous mettons nous toute notre énergie pour vous écouter j'avais pris l'engagement auprès des équipes des gilet jaune.*

*Je peux vous dire que le mouvement qu'on a cogner ressenti dernièrement et qui est toujours présent au niveau de la société française quand on est élu de base comme nous le sommes tous je parle de Charlotte Xavier Jean-Maurice à Chris et René et tous les maires de la localité ne nous a pas surpris pourquoi car dans nos bureaux en reçois régulièrement des administrés régulièrement des gens qui viennent nous faire part de leur problématique quand on est un peu à l'écoute et qu'on est à la proximité cela ne nous surprend pas il faut que l'on trouve des solutions on doit amener quelque chose la République a besoin qu'on se relève et qu'on réoriente et accepter certains changements et être capable de se remettre en question sur tous les sujets évoqués ce premier débat est terminé le prochain et sur l'organisation de l'État vous pouvez venir on ne répondra pas même si même si il peut y avoir des avis l'objectif est de débattre et de vous exprimer pour faire remonter les informations en espérant qu'en haut lieu ils ont prene compte c'est notre souhait sinon on serait un peu déçu d'avoir fait ces organisations ces réunions pour un résultat qui fera flop je vous remercie.*

*Retranscription en date du 21 février 2019.*